

Sur la voie rapide des réformes

Le Monténégro prend son élan



Du point de vue d'un pays ayant de fortes racines européennes et déployant à présent tous les efforts nécessaires pour faire fonctionner ses institutions démocratiques, l'OSCE représente l'ensemble des normes et des engagements internationaux que le Monténégro, le plus récent État du monde, s'efforce de respecter, explique le Président Filip Vujanovic.

PAR SUSANNA LÖÖF

Podgorica, Bureau présidentiel : les chances du Monténégro de progresser rapidement vers l'adhésion à l'Union européenne sont « grandes » et « réalistes », indiquait le Président Filip Vujanovic au *Magazine de l'OSCE* au début du mois d'octobre. A la fin de cette année, le Monténégro devrait signer l'accord de stabilisation et d'association de l'Union européenne, première étape juridique de son adhésion.

Le pays dispose d'un paysage naturel de renommée mondiale qui attire touristes et investisseurs, d'un cadre de développement économique solide et, avec à peine 630 000 habitants, d'un profil démographique favorable.

« Dans des pays au territoire et à la population relativement restreints, il est plus rapide et plus facile d'entreprendre des réformes », explique le chef de l'Etat de 52 ans, qui a été élu en mai 2003 pour un mandat de cinq ans après avoir été Président par intérim pendant 6 mois. Auparavant, il avait également occupé le poste de Premier Ministre

pendant quatre ans.

Contrairement au long chemin menant à l'Union européenne, l'entrée à l'OSCE n'a pris que 19 jours. Après le référendum sur le statut juridique du Monténégro en tant qu'État, le 21 mai, et la déclaration d'indépendance, le 3 juin, le Gouvernement a fait connaître son souhait de rejoindre l'OSCE avant toute autre organisation. Moins de trois semaines plus tard, le 22 juin, l'Ambassadeur monténégrin, Vesko Garcevic, prenait place au Conseil permanent.

Le 1er septembre, un événement connexe très important avait lieu en Finlande. Le Premier Ministre du Monténégro de l'époque, Milo Djukanovic, signait l'Acte final d'Helsinki au *Finlandia Hall*, là où le maréchal Tito, le dirigeant yougoslave, avait signé ce document capital 31 ans auparavant.

Le Président Vujanovic a indiqué que l'adhésion rapide du Monténégro à l'OSCE était « la meilleure preuve de la bonne coopération entre nous », et a ajouté : « ce genre d'attitude est extrêmement apprécié. »

Il a expliqué qu'il considérait l'Organisation comme un partenaire dévoué du

République du Monténégro

Population estimée : 630 000 habitants, par ethnies

(Recensement de 2003)

Monténégrins : 43,2 pour cent

Serbes : 32 pour cent

Bosniaques : 7,8 pour cent

Albanaï : 5 pour cent

Musulmans : 3,9 pour cent

Non déclarés et indéterminés : 4,3 pour cent

Autres : 3,8 pour cent

Source : Bureau des statistiques du Monténégro (MONSTAT)

Monténégro sur l'exigeant chemin des réformes.

« L'OSCE peut nous aider dans nos efforts pour adopter les normes définies par l'Union européenne », a-t-il indiqué. « Jusqu'à présent, nous avons reçu de la part de l'Organisation une assistance extraordinaire dans tous les domaines des réformes, que ce soit pour l'administration publique, le pouvoir judiciaire et la police ou les médias. Ce soutien devrait même s'intensifier à mesure que nous menons les processus vers leur fin. »

Dans un passé récent, le paysage politique du Monténégro a été dominé par un débat portant sur la question de savoir si cette république de l'Adriatique devait devenir un État indépendant ou demeurer au sein d'une union avec la Serbie. Ce débat a atteint son point culminant avec un référendum, que le Bureau pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme de l'OSCE a observé.

« Nous sommes très fiers de la façon dont nous avons mené le référendum et de son résultat », a expliqué le Président Vujanovic. « La façon dont s'est déroulé le processus au cours duquel le peuple du Monténégro a résolu une question sensible, cruciale, stratégique et historique est la preuve de sa maturité démocratique. »

Le Président a également fait remarquer que les messages portés par l'exercice du référendum, d'un côté, et par des décennies de conflit au sein de la région, de l'autre, n'auraient pas pu être plus radicalement différents.

« Cela me procure une joie particulière de voir que le pays a réussi à prouver qu'il pouvait offrir un bon espace à la démocratie, l'État et ses citoyens étant tous deux acquis à la poursuite de la démocratisation. »

La question de l'indépendance étant résolue, le pays a été en mesure de diriger son attention vers les autres défis : le taux de chômage avoisine les 30 pour cent et le PIB par habitant, estimé à 2 648 euros en 2005, est inférieur à celui des autres anciennes républiques yougoslaves.

« Notre priorité est d'améliorer le climat social et économique », a expliqué le Président Vujanovic. « Notre responsabilité est de maintenir la stabilité macroéconomique, de continuer à encourager les flux d'investissement au Monténégro et de créer des conditions favorables pour le développement de l'entrepreneuriat. »

Susanna Lööf, attachée de presse à la Section de la presse et de l'information du Secrétariat, a rédigé cet article consacré au Monténégro.



La célèbre côte monténégrine est longue de 293 km. Le pays est bordé par la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, l'Albanie, la Croatie et l'Italie sur les rives de la mer Adriatique. Carte reproduite avec l'autorisation du Centre du tourisme du Monténégro



MINISTÈRE FINLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES/HARRI KILPI

Helsinki, le 1er septembre 2006. Le Premier Ministre finlandais Matti Vanhanen observe le Premier Ministre monténégrin de l'époque, Milo Djukanovic, qui signe l'Acte final d'Helsinki au Finlandia Hall, là même où le maréchal Tito avait signé le document en tant que Président de la République fédérale socialiste de Yougoslavie, 31 ans auparavant.

« Une énorme responsabilité »

Un partenariat avec le plus récent pays du monde

De la période de transition qui suit l'indépendance émergent de nouveaux droits, mais également de plus grandes responsabilités. Cela est vrai non seulement pour le plus récent pays du monde mais aussi pour la plus récente des missions de l'OSCE, expliquait l'Ambassadrice Paraschiva Badescu dans un entretien accordé à Susanna Lööf peu après avoir été nommée premier Chef de la Mission de l'OSCE au Monténégro.

PODGORICA – Alors que le Monténégro était transformé d'une république au sein d'une union en un État indépendant, la présence de l'OSCE connaissait ses propres transformations. Le Bureau de Podgorica, qui fonctionnait depuis janvier 2002 selon le principe de « l'autonomie substantielle » sous l'égide de l'ancienne Mission en Serbie-Monténégro, est devenu indépendant de son siège à Belgrade le 29 juin, à peine un mois après que sa République hôte soit devenue le plus récent pays du monde.

Un statut tout à fait nouveau qui a donné un nouvel élan à la présence de terrain de l'OSCE basée à Podgorica et qui rime avec visibilité accrue, à Vienne et ailleurs. Cependant, sur le terrain, les choses restent en grande partie ce qu'elles étaient ces cinq dernières années, en particulier en ce qui concerne les activités programmées, a expliqué l'Ambassadrice Paraschiva Badescu.

« Nous poursuivons nos activités dans tous les domaines : démocratisation, réforme de la législation et renforcement des institutions, réforme des médias et de la police, protection environnementale et développement économique », a-t-elle déclaré.

Un mémorandum d'accord a été signé le 24 octobre à Vienne par le Ministre monténégrin des affaires étrangères, Miodrag Vlahovic, et le Secrétaire général de l'OSCE, Marc Perrin de Brichambaut, fixant les conditions régissant la nouvelle relation.

« Ce qui diffère dans notre nouveau mandat, c'est qu'il est encore plus étendu qu'auparavant ; il exige que nous travaillions sur des questions telles que la sécurité militaire et la réforme de la défense », a expliqué l'Ambassadrice Badescu, une diplomate



L'Ambassadrice Paraschiva Badescu

roumaine dont l'implication directe dans des questions politico-militaires au sein de la CSCE/OSCE remonte au début des années 90.

Heureusement, la Mission est épargnée par les problèmes post-conflit que doivent affronter plusieurs autres opérations de l'OSCE dans la région. Elle bénéficie également d'un pays hôte enthousiaste.



OSCE/RANKA SAREBAC

Dans le cadre d'un projet de l'OSCE en appui à l'éducation et aux centres d'information des citoyens, des centaines d'habitants de la municipalité d'Ulcinj ont participé à une enquête visant à les rapprocher des activités des administrateurs locaux.

« Nous avons un avantage majeur du fait que l'OSCE est une présence bienvenue ici. Notre Mission a été établie à la demande du pays et elle est très en vue par rapport à d'autres organisations », a expliqué l'Ambassadrice Badescu.

« Notre tâche à présent est donc de répondre aux fortes attentes, de renforcer la capacité de la Mission à aider, et d'accroître la perception généralement positive de nos travaux auprès de nos partenaires. C'est là une énorme responsabilité. »

La Mission compte 15 personnes recrutées sur le plan international et 30 nationaux. Le Centre de formation de la police de Danilovgrad, proche de la capitale, a également été placé sous l'aile de la Mission.

Les responsables monténégrins écoutent attentivement ce que la Mission de l'OSCE a à dire, et ils en tiennent souvent compte. « Savoir que notre voix est écoutée nous donne un sens encore plus grand des responsabilités », a indiqué l'Ambassadrice. « Mon équipe et moi faisons particulièrement attention à ne pas imposer de solutions non voulues. La coopération est la clé. »

Cela ne signifie pas pour autant que la Mission n'exprime pas de critique constructive lorsque la situation l'exige, a-t-elle expliqué. « Nos hôtes apprécient vraiment cette franchise. Ils se réjouissent d'être avisés en temps utile de sorte qu'ils peuvent entreprendre des améliorations et éviter de faire des erreurs. »

La question du statut d'État indépendant ayant absorbé une grande partie de l'attention du pays et de ses ressources, les principales priorités de la coalition au pouvoir sont désormais la consolidation du statut d'État, l'intégration dans les institutions euro-atlantiques et l'amélioration de la performance économique du pays grâce à des réformes radicales.

En outre, une multitude d'autres questions interdépendantes font également partie des priorités.

« Les jeunes démocraties qui émergent après des décennies de centralisation sont confrontées à la corruption, au crime organisé et à la traite des êtres humains, ainsi qu'à des problèmes connexes relatifs à l'état de droit qui vont de pair avec une ouverture accrue », a expliqué l'Ambassadrice Badescu. « Le Monténégro ne fait pas exception. La corruption existe bel et bien et le crime organisé est également présent. La question est de savoir s'il existe une volonté politique d'éradiquer ces phénomènes. »

Et pense-t-elle qu'une volonté politique existe au Monténégro ?

« Les autorités sont conscientes de ces questions et il n'y a pas d'absence de volonté », explique l'Ambassadrice. « On peut bien sûr se demander si cette volonté est suffisante. Tous les mécanismes nécessaires ont été créés, le défi est de les faire fonctionner correctement. »

La Mission poursuivra son engagement dans ce domaine comme le reflète son ambitieux programme relatif à l'application de la loi et à la bonne gouvernance.

Lors d'une récente réunion au sommet des dirigeants d'Europe du Sud-Est en Serbie, consacrée à la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, le Président monténégrin Filip Vujanovic a promis « une détermination renforcée à satisfaire aux normes dans ce domaine, comme condition préalable au développement démocratique plus avancé du Monténégro et à son intégration européenne et euro-atlantique. » Il a donné des détails sur l'assistance et les recommandations de l'OSCE pour satisfaire à ces normes.

Le pays hôte de la Mission de l'OSCE s'attaquant à des réformes institutionnelles, politiques et économiques globales touchant pratiquement chaque aspect de la sécurité, l'Ambassadrice Badescu et son équipe sont très soucieuses de fournir leur assistance de toutes les façons possibles.

« Je suis très fière des réalisations de l'OSCE ici ces cinq dernières années, mais je suis également consciente qu'il reste beaucoup à faire et que les principaux défis sont toujours devant nous, » a-t-elle conclu.



Un timbre roumain, lancé en 1975 avec l'aide de l'Ambassadrice Badescu, commémore la signature de l'Acte final d'Helsinki. Trois décennies plus tard, le Monténégro indépendant signait dans cette même ville le document historique.

Objectifs ambitieux au Monténégro

Des universitaires roms découvrent le vaste monde

Adolescent, Senad Sejdovic, 31 ans, considérait que ses perspectives d'avenir étaient limitées. En tant que Rom, il pensait ne pouvoir obtenir qu'un emploi ingrat. Mais c'était avant qu'il ne participe à un projet de l'OSCE, sur deux ans, visant à renforcer la position de la communauté Rom au Monténégro. Aujourd'hui, il est journaliste indépendant et a sa propre émission à la radio publique. Dans un entretien avec Susanna Lööf pour le *Magazine de l'OSCE*, M. Sejdovic débordait d'une confiance retrouvée.



« Mon fils pourra exercer le métier qu'il voudra : docteur, avocat, ou tout autre métier », a expliqué M. Sejdovic, faisant allusion à Kristijan, né juste deux semaines auparavant. « Toutes les professions lui seront accessibles. »

Un projet de l'OSCE intitulé « *Developing Roma Leadership Potential in Montenegro* », financé par le Gouvernement des Pays-Bas, l'a aidé, ainsi que 50 autres personnes, à élargir leurs horizons. En s'aventurant dans de nouveaux domaines, ils servent de catalyseurs du changement dans la communauté Rom désavantagée du pays.

Pour les préparer à devenir les premiers journalistes roms du Monténégro, le projet a envoyé M. Sejdovic et six autres jeunes gens suivre six mois de formation rigoureuse. Ils ont passé la moitié de ce temps dans des rédactions de journaux et des studios de radiodiffusion.

En outre, dans le cadre du projet, cinq jeunes roms ont entamé des études universitaires et vingt d'entre eux ont suivi les cours d'établissements d'enseignement secondaire.

Une vingtaine d'autres ont été formés à tous les aspects de la gestion d'organisations non gouvernementales. Plusieurs des participants ont également pris part à des ateliers pour apprendre comment surmonter les barrières psychologiques et sociologiques.

Selon M. Sejdovic, lors du lancement du projet en 2004, le groupe doutait qu'il aboutisse à quoi que ce soit. Mais, au fur et à mesure, les perceptions ont commencé à changer.

« Nous plaçons désormais la barre plus haut », a-t-il expliqué. « Nous savons que davantage de portes nous sont ouvertes et que tout est possible, à condition de faire de notre mieux pour y parvenir. »

M. Sejdovic est certain que son émission de 30 minutes à l'intention des communautés minoritaires sur Radio Monténégro, qui passe sur les ondes deux fois par mois, a un impact. « Dans mon emploi précédent, je ne travaillais que pour moi-même. Par le biais de la radio, je peux influencer les membres de ma communauté », a-t-il déclaré. « Je peux les convaincre que l'éducation est utile. »

Il parsème son émission de conseils sur les droits et responsabilités des Roms en tant

Profil de la communauté rom au Monténégro

Estimation officielle : 2601 personnes
Estimation informelle : 20 000 personnes
Taux de chômage : 43 pour cent
Taux d'analphabétisme : 76 pour cent

Senad Sejdovic, journaliste

que citoyens du Monténégro afin de réduire l'isolement de sa communauté. Les Roms évitent souvent de s'adresser aux institutions publiques, même pour des questions simples telles que la demande de cartes d'identité. « En leur fournissant les informations appropriées au sujet des règles et procédures, j'espère pouvoir les rapprocher des institutions du Monténégro », a expliqué M. Sejdovic.

Bien que le projet ait changé le cours de sa vie, M. Sejdovic a mis ses concitoyens roms en garde contre le fait de s'attendre à trop vite. Sa famille et lui ne peuvent pas encore vivre uniquement de ses revenus de journaliste freelance et il a dû prendre un autre emploi dans un magasin de vêtements. « Susciter un changement même modeste prend au moins 60 ans », a-t-il déclaré.

Afin d'assurer la pérennité du projet, une fondation indépendante offrant des bourses d'études aux Roms, qui sert également de centre d'information, a été créée. Financée à l'origine entièrement par le projet, la fondation devrait voler de ses propres ailes d'ici la fin de l'année.

Cet objectif est en passe d'être atteint, a déclaré Alexandar Zekovic, le directeur de la fondation, en ajoutant : « Notre vision est celle d'un Monténégro dans lequel les Roms sont intégrés à la société. »

La fondation a aidé une cinquantaine d'étudiants roms à achever ou à entamer des études secondaires et elle soutient actuellement 25 étudiants qui sont au lycée ou suivent des cours pour se préparer aux examens d'équivalence de leurs diplômes de l'enseignement secondaire.

L'impact du projet s'étend au-delà de la communauté rom. « Le public perçoit les Roms comme des mendiants et des criminels, mais notre travail contribue à faire tomber les préjugés. Nous prouvons que les Roms peuvent être des étudiants performants, qu'ils peuvent être de bons journalistes et que le secteur des ONG roms est très capable », a déclaré M. Zekovic.

« Nous prouvons également aux Roms que tout ne dépend pas du gouvernement mais que beaucoup dépend de leur volonté de s'attaquer à certains aspects négatifs de leurs traditions. »

Il s'avère toutefois difficile d'aller à l'encontre de certaines de ces traditions, tel que le fait de se marier très

jeune : deux des étudiantes inscrites à l'université, qui étaient soutenues par le projet, ont interrompu leurs études pour se marier.

Anita Zeciri est résolue à ne pas rejoindre leurs rangs. Assistante à mi-temps auprès d'un prestigieux cabinet d'avocats de Podgorica, elle envisage un avenir dans le droit international. A sa sortie de l'université, elle sera la première Rom du Monténégro titulaire d'une licence en droit.

Elle reste toutefois elle-même. « J'estime regrettable que je ne serai que la première », a-t-elle déclaré. « Il y aurait dû y en avoir avant moi. »

Le projet de l'OSCE et la fondation ont non seulement financé ses études, mais également contribué à son épanouissement personnel. « J'étais timide et j'éprouvais des difficultés à prendre des décisions », a-t-elle déclaré. « Aujourd'hui, je sais beaucoup mieux ce que je veux. »

Bien que les élèves de l'école primaire n'étaient pas le groupe cible du projet, ils en ont bénéficié, a expliqué Ivana Vujovic, spécialiste nationale des questions d'éducation auprès de la Mission de l'OSCE, qui a aidé à gérer le projet.

« Cette année, le nombre d'enfants roms inscrits en première année a considérablement augmenté, ce qui représente un grand succès », a-t-elle déclaré.

Mme Vujovic est convaincue que cela tient au fait que les jeunes Roms qui bénéficient du projet sont considérés comme des modèles dans leurs zones d'installation. « La communauté est plutôt petite et tout le monde se connaît. »

L'Ambassadrice Paraschiva Badescu, qui dirige la Mission de l'OSCE au Monténégro, a déclaré que le projet avait permis de constituer un noyau de dirigeants roms instruits en mesure de s'attaquer aux problèmes de la pauvreté et de l'analphabétisme dans leur communauté. « C'est la raison pour laquelle il importe tant de se concentrer sur l'éducation à long terme. »

Pour plus d'informations au sujet de la Roma Scholarship Foundation au Monténégro, veuillez consulter l'adresse www.fsr.cg.yu/en.

Les Roms et les Sintis d'Europe sont arrivés d'Inde entre les IX^e et XIV^e siècles. Ils se sont dispersés à travers l'Europe et ont créé diverses communautés, dont certaines parlant leur propre dialecte. Plusieurs millions de Roms vivent à l'heure actuelle en Europe, ce qui fait d'eux la plus importante minorité du continent. Souvent regroupés péjorativement sous l'appellation de « gitans », avec d'autres groupes qui n'ont ethniquement rien à voir avec ces derniers, les Roms ont été persécutés tout au long de leur histoire et ont été victimes de l'Holocauste. Discrimination et exclusion caractérisent encore aujourd'hui la vie de la plupart des Roms, ce qui se traduit par des violences racistes et des niveaux élevés de chômage, de pauvreté, d'analphabétisme et de mortalité infantile.

— tiré du *Plan d'action du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme visant à améliorer la situation des Roms et des Sintis dans l'espace de l'OSCE*, adopté en décembre 2003 lors de la réunion du Conseil ministériel à Maastricht (Pays-Bas)



Action Plan on Improving the Situation of Roma and Sinti within the OSCE Area

The Roma and Sinti people have a long and rich history in Europe. They arrived in Europe between the 9th and 14th centuries. They spread across the continent and created diverse communities, some of which speak their own dialects. Several million Roma and Sinti live in Europe today, making them the largest ethnic minority in the continent. Unfortunately, they have often been persecuted throughout their history and some of them have been victims of the Holocaust. Discrimination and exclusion still characterize the lives of most Roma and Sinti today. High unemployment, poverty, illiteracy and infant mortality are still major problems.

OSCE
ODHR